

Unité départementale du Loiret  
3 rue de carbone  
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 16/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NEW DURALEX INTERNATIONAL**

7 rue du Petit Bois  
45380 La Chapelle-Saint-Mesmin

Références : VAT20240536  
Code AIOT : 0010001744

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement NEW DURALEX INTERNATIONAL implanté 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin. L'inspection a été annoncée le 30/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEW DURALEX INTERNATIONAL
- 7 rue du Petit Bois 45380 La Chapelle-Saint-Mesmin
- Code AIOT : 0010001744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NEW DURALEX INTERNATIONAL à LA-CHAPELLE-SAINT-MESMIN est spécialisée dans la fabrication d'articles de vaisselle et de contenants en verre trempé.

Les activités de l'établissement sont réglementées par les arrêtés préfectoraux des 20 octobre 2016 et 18 septembre 2018, délivrés précédemment à la société DURALEX INTERNATIONNAL. Elles relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2530 et 3330 de la nomenclature des installations classées.

Le four verrier de l'établissement relève des dispositions de la directive IED au titre de la rubrique 3330 (rubrique principale).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
7	Suite inspection 2021	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Suite inspection 2021	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois
11	Barrières de sécurité	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Détecteur de fuite de gaz	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitant	Code de l'environnement du 17/09/2024, article R. 181-47	/	Sans objet
2	Accident/incident	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 2.5.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suite inspection 2022- Ressources en eau d'extinction incendie	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.7.4	Susceptible de suites	Sans objet
6	Suite inspection 2021	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Zonage des dangers internes à l'établissement	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.2.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Mesures de prévention des explosions	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Contrôle des barrières de sécurité importantes	AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats établis par l'inspection et les suites proposées sont déclinées dans les fiches à suivre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/09/2024, article R. 181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que le transfert de la société au bénéfice de la SCOP est effectif depuis le 1er août 2024.</p> <p>Ce transfert s'est accompagné d'un changement de dénomination, NEW DURALEX INTERNATIONAL devenant DURALEX SCOP SA. La société est enregistrée au RCS d'Orléans. L'inspection rappelle qu'en application de l'article contrôlé, le changement d'exploitant doit être déclaré auprès de Madame la Préfète du Loiret sous 3 mois suivant le transfert, soit avant le 01/11/2024.</p> <p>L'inspection rappelle par ailleurs que le changement d'exploitant doit être fait au titre de l'article R.181-47 et de l'autorisation embarquée relative aux quotas d'émission de gaz à effet de serre (article L. 229-6 du code de l'environnement).</p> <p>Par courriel du 09/09/2024, l'inspection a transmis à l'exploitant un exemple de courrier de déclaration de changement d'exploitant.</p> <p>Par courriel du 15/10/2024, le Directeur général de la société DURALEX SCOP SA a adressé à Madame la Préfète la demande précitée, comportant l'ensemble des pièces et informations appelées par le code de l'environnement.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Accident/incident**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 2.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration des accidents/incidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement. Cela concerne notamment les situations suivantes : - Événement avec conséquence humaine ou environnementale ; - Événement avec intervention des services d'incendie et de secours ; - Pollution accidentelle de l'eau, du sol, du sous-sol ou de l'air ; - Rejet de matières dangereuses ou polluantes, même sans conséquence dommageable, à l'exception des rejets émis en fonctionnement normal.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le registre des événements mis en place par l'équipe HSE. Dans ce registre, un item a été rajouté, en complément des items santé et travail, pour enregistrer les événements avec des conséquences ou de possibles conséquences environnementales. Une colonne consigne la décision de mener une enquête approfondie sur l'évènement.</p> <p>L'analyse des événements environnementaux est menée par le prisme de la norme 9001. Les conditions de basculement en enquête approfondie n'ont pas été formalisées. L'exploitant pourrait utilement cadrer ces conditions.</p>

<p>L'exploitant confirme qu'aucun évènement susceptible d'avoir des conséquences sur les enjeux protégés en vertu de l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est survenu depuis la précédente inspection.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Suite inspection 2022-Ressources en eau d'extinction incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.7.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, notamment les moyens définis ci-après :</p> <p>Un réseau d'eau privé, constitué de la réserve du château d'eau et d'un surpresseur, avec un débit de 120 m3/h,</p> <p>18 poteaux incendie répartis autour de l'usine,</p> <p>45 robinets d'incendie armés (RIA),</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le présent contrôle ne porte que sur les robinets d'incendie armés (RIA) pour lesquels un précédent contrôle avait conclu à l'absence de 2 équipements. A la suite du précédent contrôle effectué en 2023, l'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre les pièces suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. dernier rapport des assureurs.</li> <li>2. plan des RIA justifiant qu'aucune zone contenant des matières combustibles ou présentant un risque incendie n'est dépourvue de moyen d'extinction adapté.</li> </ol> <p>Lors du présent contrôle, l'exploitant déclare avoir adressé à l'inspection en avril 2024 le dernier rapport d'assurance de l'établissement. L'inspection ne retrouve pas trace de cette transmission. Par ailleurs aucun plan des robinets d'incendie armés n'a été envoyé à l'inspection. <b>En conséquence, l'inspection renouvelle sa demande de transmission des pièces précitées. L'inspection rappelle que ces documents sont nécessaires pour évaluer la possibilité d'adapter la prescription contrôlée selon les disposition prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement.</b></p> <p>Lors du présent contrôle, l'inspection constate sur le terrain par sondage que les RIA du bâtiment de stockage des produits finis comportent une vignette de contrôle annuelle dûment renseignée au titre de 2024.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Etat des matières stockées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks technique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

<p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un état des stocks sous forme de tableur informatique. Ce document, édité chaque jour à 23h00, récapitule l'état des stocks de l'établissement. Il est adressé automatiquement au Directeur, au Responsable maintenance, au Directeur de production, aux Chefs d'équipes et à l'équipe HSE.</p> <p>L'inspection émet en séance les remarques suivantes sur le document présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La fréquence d'extraction journalière est conforme avec l'exigence réglementaire pour les matières dangereuses et va au delà de l'exigence réglementaire pour les matières non dangereuses</li> <li>• Cet état des stocks est accessible en toute circonstance et l'exploitant est en capacité de le présenter sur demande</li> <li>• Les matières sont désignées par leur référence article propre à la société DURALEX SCOP SA. En cela l'état des stocks ne répond pas à l'obligation réglementaire qui impose que <i>"figure "a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie"</i>. L'exploitant doit revoir le format de son extraction pour regrouper les produits/articles par rubrique ICPE</li> <li>• L'état des stocks est incomplet. L'inspection constate par sondage l'absence des produits/substances relevant des rubriques 4725, 4718, 4801. L'exploitant doit inclure, à son état des stocks, l'état de l'ensemble des matières dangereuses, avec les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Il est également rappelé que les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et ses conséquences doivent être identifiables. C'est le cas notamment des stockages de gaz comprimé.</li> </ul> <p>L'inspection rappelle que l'état des stocks doit renvoyer vers un plan permettant de localiser les produits/matières enregistrées et que pour les matières dangereuses, l'exploitant doit détenir et être en mesure de présenter les fiches de données de sécurité.</p> <p><b>L'état des matières stockées doit être révisé dans sa forme et complété dans son contenu</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection un état des matières stockées répondant aux points relevés lors du présent contrôle</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe I point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks simplifié
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare ne pas disposer d'un état des stocks sous forme synthétique permettant de fournir des informations vulgarisées. L'inspection rappelle qu'une manière de vulgariser l'état des stocks consiste à regrouper les matières par familles telles que matières premières, produits finis, etc., et de donner de grandes familles telles que minéral, gaz, etc.</p> <p>Cet état des stocks 'simplifié' est en premier lieu à l'usage de l'exploitant, pour répondre aux sollicitations de la presse et des riverains. Il est en second lieu à l'usage de la Madame Préfète et de ses équipes.</p> <p><b>L'exploitant n'est pas en mesure de répondre aux besoins de la population en cas d'évènement accidentel par la production d'un état des stocks au format synthétique</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place un état des stocks synthétique</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

N° 6 : Suite inspection 2021

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.4.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Electro-filtre - Formation personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection constate que les actions suivantes ont été mises en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les fiches de postes des titulaires fondeurs ont été mises à jour pour inclure la mention relative à la compétence spécifique à la gestion de l'électrofiltre. Les fiches concernées sont celles des techniciens de fusion, du responsable fusion et des fondeurs (5 personnes).</li> <li>• Le volet documentaire a été mis à jour avec la déclinaison de modes opératoires couvrant les procédures d'arrêt, d'acquisition des défauts et de redémarrage de l'électrofiltre.</li> <li>• En déclinaison des fiches de postes, une formation spécifique a été délivrée en interne sur la gestion de l'électrofiltre et la mise en application des modes opératoires précités. L'exploitant présente le plan de suivi de formation propre à chaque agent et présente les attestations de participation aux formations, émargées par les agents.</li> </ul> <p>Sur le terrain, l'inspection constate que les modes opératoires sont regroupés dans un classeur disposé sur le pupitre de la salle de supervision.</p> <p>L'historique des anomalies du jour consigné par l'automate de supervision de l'électrofiltre enregistre un colmatage au niveau de l'équipement des traitement des rejets atmosphériques survenu le matin du présent contrôle. L'inspection constate qu'une fiche opératoire est disponible dans le classeur pour définir la conduite à tenir par le personnel pour traiter et acquitter l'anomalie. Le mode opératoire définit étape par étape la conduite à suivre sur la base de consignes claires et de photographies des zones d'intervention concernées.</p> <p><b>Sur la base de ces éléments, l'inspection juge que l'écart est levé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 7 : Suite inspection 2021

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 22/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2024

#### **Prescription contrôlée :**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les paratonnerres à source radioactive présents ne sont pas admis dans l'installation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection qu'il dispose d'un rapport de contrôle des équipements foudre de l'établissement, rédigé par l'APAVE à l'issue de l'intervention du 06/10/2023 au 21/10/2023. Le rapport mentionne une vérification complète de l'ensemble des équipements foudre de l'établissement, positionnés au droit du bâtiment MPF (bâtiment de stockage des produits finis), de la cheminée de l'usine et l'atelier de fabrication.</p> <p>L'exploitant s'interroge sur la justesse du référentiel de contrôle retenu par son prestataire pour répondre aux exigences réglementaires.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre afin que l'inspection en vérifie le périmètre d'intervention, le référentiel appliqué et la conformité des contrôles exécutés.</p> <p><b>Dans l'attente de cette transmission et de la vérification du périmètre de l'intervention, l'écart est maintenu :</b></p> <p><b>L'exploitant ne fait pas contrôler ses installations foudre selon les dispositions de la norme en vigueur</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre le dernier rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 8 : Suite inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle d'accès
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p>

<p>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p> <p>Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare qu'à date la situation n'a pas évolué vis-à-vis de la société tiers occupant les locaux à l'Est du site, le long de la voie ferrée.</p> <p>Le point devra être abordé dans le cadre de la reprise du foncier.</p> <p><b>Dans l'attente, l'écart est maintenu : L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement, aux entrées principale et arrière</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit clarifier la situation du foncier sur la parcelle à l'Est du site</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 9 : Zonage des dangers internes à l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.2.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.</p> <p>L'exploitant détermine et signale pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Il distingue 3 types de zones :</p> <p>Les zones à risque permanent ou fréquent ;</p> <p>Les zones à risque occasionnel ;</p> <p>Les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.</p> <p>Les couches, dépôts et tas de poussières combustibles doivent être traités comme toute autre source susceptible de former une atmosphère explosive.</p>

Les zones de danger sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées dans un document systématiquement tenu à jour.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un plan du site, par niveau, sur lequel sont reportés au moyen de pictogrammes les risques spécifiques à chaque zone en tenant compte des matières/substances présentes ou des activités réalisées.</p> <p>L'exploitant déclare que ce plan a été réalisé avec l'aide du SDIS, qui en a validé le contenu.</p> <p>L'inspection constate que les zones identifiées comme à risque sur le plan sont en cohérence avec ce qui est observé sur le terrain, notamment au droit du poste de livraison gaz et de l'entrepôt de stockage des produits finis et des produits d'emballage.</p> <p>Au droit du poste de livraison, le panneau indiquant la position de l'organe de coupure est convenablement positionné. En revanche, l'inspection constate que l'extincteur sur roue de première intervention est positionné à l'intérieur de la zone grillagée, ce qui peut contraindre les délais de mobilisation (zone sous clé) voire le rendre rapidement inaccessible en cas d'évènement au droit ou à proximité de cette zone. L'exploitant pourrait utilement étudier la possibilité de déplacer cet équipement dans une zone plus accessible.</p> <p><b>En conséquence l'écart est levé.</b></p> <p><b>L'inspection demande à l'exploitant de lui adresser ce plan pour en disposer en cas de situation de crise.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Mesures de prévention des explosions**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des équipements
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/02/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p> <p>Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les installations à risques sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de</p>

l'électricité statique et des courants vagabonds et de la foudre. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles suivant les normes en vigueur.

#### Constats :

Lors de la précédente inspection, le présent point de contrôle s'était uniquement concentré sur l'alinéa suivant de cette prescription "*Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs*".

Il avait été constaté que la canalisation de gaz alimentant l'atelier verrerie n'était pas protégée contre les chocs alors même que le mur mitoyen avait été enfoncé par un véhicule de manutention.

Lors du présent contrôle, il est constaté que des bornes en béton défensives dite crottes de mammoth ont été positionnées en premier plan, à environ 2,5 m de l'arrivée gaz. Par ailleurs une barrière métallique peinte en jaune a été ajoutée juste devant la canalisation.

L'inspection considère que ces équipements constituent une protection efficace pour prévenir la survenue d'un choc et une matérialisation adaptée du risque.

En revanche, l'inspection constate que le panneau indiquant la position de l'organe de coupure du gaz à l'entrée de l'atelier est manquant. L'exploitant pourrait utilement remettre en place ce panneau.

**En conséquence, l'écart est levé**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sur le terrain, au niveau du poste de livraison du gaz sur le site, l'inspection constate que la zone est grillagée. L'intégrité du grillage n'est pas remise en cause.

La canalisation passe ensuite en réseau enterré jusqu'à l'atelier.

A l'entrée de l'atelier, l'inspection constate que la canalisation de gaz est raccordée à la terre.

En revanche aucune protection contre les chocs n'est mis en place pour prévenir les chocs sur cette canalisation. L'inspection constate que le mur adjacent est partiellement endommagé par le choc d'un engin de levage.

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 11 : Barrières de sécurité

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste des MMR et des barrières de sécurité importantes

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2024

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques ou des éléments importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente la démarche engagée pour identifier et prioriser les barrières de sécurité de son établissement. Cette démarche est fondée sur la déclinaison de la méthode AMDEC.</p> <p>A ce stade d'avancement des travaux, le produit de sortie établi est un tableau excel dans lequel l'exploitant a fait l'inventaire des principaux équipements et ateliers de son établissement, a identifié les modes de défaillance ainsi que les causes associées et a regroupé par famille les barrières de sécurité en place, en prenant soin de distinguer les dispositifs passifs et actifs.</p> <p>L'inspection salue la démarche engagée qui garantit l'exhaustivité de l'identification des barrières de sécurité de l'établissement.</p> <p>L'exploitant indique qu'il lui reste encore à décliner les familles de barrières pour référencer les équipements en place, leur affecter une fiche équipement et décliner le programme de test et de maintenance.</p> <p>L'inspection préconise à l'exploitant de réserver dans un premier temps ce travail aux barrières impliquées dans les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets en dehors de l'établissement.</p> <p><b>Dans l'attente de l'achèvement de ce travail sur les principales barrières de sécurité et de la transmission de la liste mise à jour, l'écart est maintenu :</b></p> <p><b>L'exploitant ne dispose pas d'une liste des mesures de maîtrise des risques ou des éléments importants pour la sécurité</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection une liste des mesures de maîtrise des risques ou des éléments importants pour la sécurité présents au sein de son établissement</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>
<p><b>N° 12 : Contrôle des barrières de sécurité importantes</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.1</p>



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Enregistrement des contrôles
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.  Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.  En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques ou d'un élément important pour la sécurité, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant déclare que les pressostats du réseau de gaz ont été rentrés dans l'outil de GMAO. Un programme de contrôle a été mis en place. La fréquence de contrôle a été calibrée à une fois par an après évaluation en interne de niveau de confiance des équipements. Le contrôle est effectué en interne par l'équipe maintenance.  Dans la GMAO est enregistrée une date de prévenance pour garantir la bonne réalisation de l'ensemble des contrôles.  L'exploitant présente le mode opératoire mis en place afin de standardiser ce contrôle. Le contrôle consiste à effectuer la fermeture de chaque vanne et à vérifier si la chaîne de réponse suivante est opérationnelle :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. déclenchement de l'alarme</li> <li>2. voyant du pressostat passant au rouge (donnée retrouvée dans la fiche équipement établie par le fabricant).</li> </ol> <p>Les opérations de contrôle sont enregistrées.  <b>L'inspection juge l'écart soldé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Détecteur de fuite de gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/10/2016, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>

- date d'échéance qui a été retenue : 29/06/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle, notamment dans les cellules de stockage de l'entrepôt. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Les systèmes de détection d'incendie ou de gaz doivent être conforme aux référentiels en vigueur.

L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs dans chaque installation, notamment dans l'exploitation des stockages et capacité de produits.

**Constats :**

Le présent contrôle n'a porté que sur les détecteurs relatifs au gaz naturel. Le contrôle des détecteurs incendie dans les cellules de stockage de l'entrepôt ont été abordés lors de précédents contrôles. La conformité à cet article renvoie vers les observations consignées au point 11 du présent rapport sur la liste des barrières de sécurité. Il est rappelé à l'exploitant que tout détecteur gaz doit être conforme aux référentiels en vigueur.

**Le point est maintenu en cohérence avec le point n°11 du présent rapport.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois